



Déclaration liminaire

CTREA Occitanie du 10 Novembre 2022

Dans le message adressé aux personnels de l'Enseignement Agricole pour la rentrée 2022 le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a qualifié l'Enseignement Agricole de « système d'éducation et de formation exceptionnel » vantant ses performances en matière d'accueil et d'accompagnement des jeunes dans toute leur diversité... Sous le vernis de la communication du ministre se cache une réalité moins glorieuse. La politique éducative menée ces dernières années ayant été particulièrement dévastatrice, l'Enseignement Agricole Public, n'a pas vraiment le vent en poupe

Monsieur le Directeur Régional, Madame la Cheffe de Service, à l'occasion de cette instance, l'intersyndicale FSU-CGT Agri-FO souhaite à nouveau pointer des problèmes majeurs qui participent à la dégradation des conditions d'apprentissage des jeunes et de travail des personnels :

- Des moyens gérés au « fil de l'eau » et une DGH qui n'est toujours pas à la hauteur des besoins entraînant une dérégulation pédagogique et une déréglementation des fiches de service qui perdurent dans certains établissements. INACCEPTABLE !
- Des suppressions de postes et une dotation en personnels insuffisante (enseignant.es, AED, AESH, personnels ATLS, personnels de direction...) qui amenuisent nos capacités d'accueil, fragilisent la qualité de l'accompagnement des apprenant.es, génèrent une surcharge de travail provoquant un mal-être grandissant
- Une prise en charge calamiteuse des publics à besoins particuliers : des besoins réels ignorés (moins d'aides individualisées) et arbitrés de manière déguisée par notre autorité académique qui incite les établissements à ne pas mettre en place un accompagnement supérieur à 12 heures.
- Une gestion chaotique des AESH particulièrement malmené.es dans notre région : problème de rémunération, de contrat de travail, des emplois du temps à la fois intenable et indécent (exemple : à Mirande 5 jours par semaine pour une quotité de travail de 41 %)
- Des conditions de travail qui restent dégradées dans les CFA et CFPPA. Nous continuons à porter haut l'exigence d'aboutir à un protocole national afin de sécuriser les agent.es contractuel.les sur Budget
- Détérioration du « dialogue social » dans la Région : sentiment d'abandon, manque de réactivité de notre autorité académique...alors même que le ministre a souligné l'importance qu'il accordait à l'écoute et au dialogue

Pour 2023 les perspectives ne sont guère plus réjouissantes :

- En Occitanie la carte scolaire de l'Enseignement Agricole Public manque cruellement d'ambition : seulement 6 lycées (sur 27) ont déposé une demande d'ouverture. Il nous apparaît évident que le manque de moyens conduit à une autocensure des lycées.

- Une contre-réforme de la voie professionnelle, digne du XIX^{ème} siècle, prévue à la rentrée prochaine alors même que, dans l'Enseignement Agricole, les collègues continuent à s'investir dans une réforme à peine entamée. N'est-ce pas le comble du mépris ?

Avec le passage de 22 à 33 semaines de stages, l'absence de fléchage des enseignements généraux notamment, l'élaboration des cartes de formations professionnelles en adéquation avec les « besoins immédiats des entreprises », l'abandon de la dimension émancipatrice de l'École et du caractère national du diplôme. Ce projet est mortifère pour l'avenir des élèves, des lycées professionnels et des enseignant.es PLPA.

Nous condamnons fermement cette conception libérale et utilitariste de l'éducation et exigeons le retrait de cette réforme.

- Et enfin plus globalement, un budget 2023 toujours aussi insuffisant avec la création de 15 postes de personnels médico-social (nécessaires certes) mais rien pour le fonctionnement pédagogique des lycées alors même que le Président annonçait une augmentation des budgets pour accompagner la croissance des effectifs dans l'Enseignement Agricole aux Terres de Jim le 9 Septembre dernier.

Bref en 2023, on prend les mêmes et on recommence ! Les crédits alloués à l'Enseignement Agricole Public ne sont pas en phase avec les objectifs ambitieux affichés par le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire : transition écologique, renouvellement des générations d'agriculteurs.trices...

Redonnons à l'Enseignement Agricole Public la priorité qu'il mérite !

Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur Régional, vous pouvez compter sur nous pour défendre le service public d'éducation !